

Bruno Le Maire : « Incarner l'espoir pour les Français »

Invité hier à Six-Fours-les-Plages par le député-maire Jean-Sébastien Vialatte, l'un de ses soutiens, le candidat à la primaire de la droite détaille son programme pour combattre le terrorisme

« J'ai fait le choix de soutenir Bruno Le Maire parce que j'adhère en grande partie à son programme, mais aussi parce que je ne veux pas d'une confrontation entre anciens Président [Nicolas Sarkozy, Ndlr] et Premiers ministres [Alain Juppé et François Fillon, Ndlr]: j'ai trouvé que cela faisait beaucoup d'anciens, alors que Bruno incarne le renouveau. » Le député-maire de Six-Fours (Var), Jean-Sébastien Vialatte, avait invité hier Bruno Le Maire à son pique-nique de rentrée politique. L'ancien ministre de l'Agriculture et désormais candidat à la primaire de la droite et du centre a répondu à nos questions.

Que pensez-vous du climat de ce début de campagne ?

Il y a eu des critiques personnelles inutiles. La campagne doit reprendre son droit chemin. Cette primaire est l'occasion

unique d'un débat entre nous, sur la vision de la France et sur l'attente des Français. Qu'il y ait des différences, parfois importantes, entre les candidats, oui. Mais les querelles de personnes, les phrases assassines, ça, jamais ! Ce sera mon attitude.

Êtes-vous inquiet de la sincérité des résultats de cette primaire ?

Non. Cette primaire est une première pour notre famille politique ; elle doit donc se dérouler dans les meilleures conditions, et elles sont réunies. Le défi est qu'il y ait un maximum de votants. Et l'objectif est de battre François Hollande et la gauche, d'incarner l'espoir pour les Français.

Les sondages vous placent derrière Alain Juppé et Nicolas Sarkozy : pensez-vous pouvoir inverser la tendance ?

Bien sûr ! La campagne est là



« Rien ne pourra être fait si la classe politique politique elle-même ne change pas », estime l'ex-ministre.

(Photo Luc Boutria)

pour faire évoluer les choses. Et nous allons gagner avec tous ceux qui me soutiennent, notamment Jean-Sébastien Vialatte, pour lequel j'ai beaucoup d'amitié et de considération : c'est le genre d'élus dont nous avons besoin. Ma détermination est totale.

Que préconisez-vous pour endiguer le terrorisme ?

Tout doit être fait pour le vaincre. Cela veut dire qu'il faut renforcer les moyens, humains et financiers, de la police, de la gendarmerie, des forces armées. Mais il y a aussi des moyens judiciaires : il faut interpeller et incarcérer les fichés S et il faut expulser tout résident étranger qui pourrait représenter une menace. C'est également un combat éducatif, culturel, pour réaffirmer nos valeurs, contre l'islam politique. C'est un combat que je mènerai aussi avec une détermination totale. Et il faut réévaluer nos relations internationales avec les États comme l'Arabie saoudite ou le Qatar qui entretiennent des relations ambiguës avec cet islamisme politique.

Il y a aussi ces détenus qui fabriquent leurs armes, comme à La Farlède...

C'est profondément

préoccupant, comme leurs trop importantes communications par téléphone portable... Cela appelle une réforme importante et forte. Je propose de mettre en place des centres pénitentiaires pour les individus radicalisés : il faut les mettre dans des centres à part, sous le contrôle d'un juge.

Vous proposez également de réduire le nombre de parlementaires : pourquoi et comment ?

On ne peut plus demander aux Français de changer si la classe politique ne change pas elle-même : rien ne pourra être fait si on ne commence pas par là. Et les Français décideront de ce changement, par référendum en juin 2017. Il s'agira déjà de réduire le nombre de députés et de sénateurs. Mais, dans un deuxième temps,

les organisations syndicales devront également être concernées : quand le droit de grève devient un droit de bloquer le pays, ce n'est plus un droit de grève. Il faut remplacer le système syndical existant par des élections ouvertes à tous les salariés dans toutes les entreprises. Je veux un changement du système politique, du système syndical et du système administratif. L'administration ne peut plus fonctionner de manière autonome, sans rendre des comptes : elle doit avoir des obligations. Et la priorité absolue, c'est que tous les enfants qui sortent de l'école primaire parlent, écrivent et comprennent le français. S'il n'y a pas ce combat pour l'éducation, tout sera totalement vain.

PROPOS, RECUEILLIS
PAR SÉBASTIEN HÉNOT
shenot@nicematin.fr